Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

CCI de Vaucluse : le patronat vauclusien veut tourner la page



Après l'épisode rocambolesque 'des Tuche', la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse va se doter d'une nouvelle gouvernance suite à sa mise sous tutelle par les services de l'Etat en début d'année. Conscient des enjeux existentiels de cette élection pour l'avenir de la CCI 84, le patronat vauclusien entend afficher son unité lors de ce scrutin où une seule liste sera en lice : celle d'Anne Benedetti qui portera les couleurs du Medef, soutenu par l'U2P, afin de devenir la première femme à la tête de l'établissement consulaire départemental. Le tout avec le soutien de la CPME 84, pour l'instant…

« Je veux mener une liste d'union et rassembler l'ensemble des entreprises pour redonner à la CCI de Vaucluse la place qui doit être la sienne. C'est pourquoi, je suis fière d'être tête de liste du Medef Vaucluse, soutenue par l'U2P 84, » insiste Anne Benedetti qui conduira une liste unique lors de ce scrutin consulaire qui débute ce lundi 29 juin jusqu'au vendredi 10 juillet prochain.

« Ma liste est composée de 34 chefs d'entreprise, de petites, moyennes et ETI, de grandes entreprises, qui sont implantées sur tout le territoire de Vaucluse, poursuit celle qui est à la tête de l'entreprise avignonnaise éponyme. Des personnes engagées et intergénérationnelles. Des chefs d'entreprise

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

formidables : compétents et experts qui connaissent le terrain » (retrouvez ici le détail de la liste d'Anne Benedetti).



De gauche à droite : Nordine Saihi, président de l'U2P 84, Anne Benedetti, tête de liste, et Roland Paul, président du Medef 84. Crédit : Echo du mardi

> « Il faut fédérer. »
>
> *Anne Benedetti*

Les raisons d'une candidature

« C'est surtout pour défendre l'intérêt collectif du tissu économique vauclusien », précise la tête de liste pour justifier sa candidature avant de marteler : « Il faut fédérer. Il faut être entouré de toutes les entreprises du Vaucluse pour agir au bénéfice de la CCI 84. Car la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse est un acteur stratégique solide et incontournable au développement économique et social local. »

« Je crois que l'enjeu pour le Vaucluse est à l'image d'une entreprise, complète Roland Paul, président du Medef 84 également présent sur la liste. Pour qu'une entreprise fonctionne bien, pour qu'un écosystème économique fonctionne bien, il faut que tout le monde travaille dans le même sens. C'est pour cela que nous avons travaillé avec toutes les organisations patronales à la constitution de cette liste d'union. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Election à la CCI de Vaucluse : découvrez le détail de la seule liste en lice

Une unité patronale inédite
Sur la ligne de départ de cette élection consulaire, le Medef de Vaucluse (ndlr : qui a entamé son renouveau sous la présidence de Roland Paul, président de GSE, une des pépites de l'économie du département basée à Avignon) s'est positionné très tôt sur sa volonté de briguer la présidence de la CCI 84. Conscient des enjeux d'apaisements indispensables à un retour de la bonne marche dans la gouvernance de la chambre vauclusienne, le choix de la très consensuelle mais affirmée Anne Benedetti, ancienne présidente du Medef en 2018 (voir encadré 'Portrait : Qui est Anne Bendetti ?') est apparu comme une évidence. Suffisamment en tout cas pour que l'U2P 84 (Union des entreprises de proximité) rejoigne la dynamique avec une petite dizaine de candidats sur les 34 membres de la liste d'Anne Benedetti.

La première présidente de la CCI de Vaucluse depuis près de 130 ans !
Si Anne Benedetti est élue, elle sera la première femme à exercer la fonction de présidente de la CCI de Vaucluse depuis la création des chambres en 1898. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle sera la seconde à occuper ce siège après Nicole Peloux dans les Alpes de Haute-Provence entre 2010 et 2016. Anne Benedetti devrait être la 15e présidente d'une CCI en France.

De son côté, la CPME de Vaucluse n'a pas souhaité présenter de candidat sur cette liste. En effet, la première organisation patronale du département était dans une phase de transition lors de la constitution de la liste après le départ de Bernard Vergier, son président historique, et l'arrivée de son successeur, Denis Duchêne. De plus, l'organisation patronale qui vient de changer de nom au niveau national en devenant 'Les entrepreneurs' n'a pas forcément vu l'intérêt de participer à une mandature d'une durée aussi courte. Pour autant, la CPME 84 a décidé de jouer collectif et, même si elle n'est pas 'dedans', la confédération vauclusienne a annoncé soutenir la candidature d'Anne Benedetti.

« La garantie : c'est l'honnêteté. »

Nordine Saihi, président de l'U2P 84

« C'est historique qu'en Vaucluse les organisations professionnelles officialisent leur union, se félicite Nordine Saihi, président de l'U2P 84. A terme, il faut espérer que la CPME nous rejoigne car nous avons tous à y gagner », insiste celui qui, avec William Baud, fait figure de rescapé de la précédente mandature. « Aujourd'hui, nous n'avons plus d'étiquette. Nous sommes là pour l'intérêt général », poursuit le président de l'U2P de Vaucluse.

Interrogé sur le fait que ses représentants ont auparavant démissionné deux fois, entraînant chaque fois

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

la mise sous tutelle de la CCI84, suite à des décisions pourtant votées en assemblée générale, Nordine Saihi se justifie lorsqu'on lui demande s'il y aura une troisième fois : « La garantie : c'est l'honnêteté. Si je n'étais pas sorti, cela voulu dire que je serais resté malgré moi, malgré mes convictions, malgré mon intégrité. Et à partir de là, j'aurais été dans de l'hypocrisie. Je reste persuadé qu'en ayant agi de la sorte je suis honnête avec moi-même et honnête avec les personnes qui nous ont donné mandat et qui, effectivement, se sont retrouvées dans une histoire qui n'était pas digne d'être une histoire commune. »

Une élection, mais pour quoi faire ?

« Cette mandature sera très courte rappelle Roland Paul. Cela devrait durer environ un an avant qu'il y ait de nouvelles élections générales (ndlr : prévue officieusement à ce jour pour l'automne 2027). Nous serons donc essentiellement là pour gérer les affaires courantes, apprendre à se connaître, et puis travailler sur la feuille de route de la mandature suivante avec la CPME si elle le souhaite. »

Plusieurs dossiers nécessiteront cependant d'être traités prioritairement, à commencer par le restaurant bistronomique le Quai des saveurs placé en redressement judiciaire le 7 mai dernier et fermé depuis le début du mois.

« Actuellement, il y a une commission d'administration provisoire qui a décidé d'ouvrir une procédure de redressement judiciaire, précise Anne Benedetti. Une nouvelle audience aura lieu en juillet pour savoir s'il y a d'éventuels repreneurs sur les rangs. »

Quid de Nextech et de la DSP de l'aéroport ?

Si le sujet du Quai des saveurs semble en cours de règlement, d'autres dossiers qui avaient cristallisés les désaccords lors de la précédente mandature de Gilbert Marcelli sont toujours sur la table : la reprise de l'école Nextech et la DSP (Délégation de service publique) de l'aéroport d'Avignon.

Pour Nextech, l'établissement de formation industrielle de la CCI basé dans la zone d'Agroparc, Anne Benedetti est catégorique : « La mission d'une CCI, c'est aussi former nos jeunes. Après l'éducation nationale, les CCI sont le deuxième formateur en France. Nous avons plus de 1 000 apprenants actuellement. Donc Nextech, cela fait partie de notre rôle. »

> « Concernant la DSP de l'aéroport, il y aura un choix, mais ça ne sera pas la CCI Vaucluse. »
>
> *Roland Paul, président du Medef 84*

« Concernant la DSP de l'aéroport, j'aurais bien aimé que ça reste ici, regrette le patron du Medef local. Les dés sont un petit peu jetés avant que l'on arrive puisqu'il y a eu un appel d'offres où la CCI Vaucluse n'est pas en première ligne. »

« Elle aurait pu, mais elle n'y sera pas, insiste Roland Paul. Il y a deux structures qui ont répondu. Il y aura un choix, mais ça ne sera pas la CCI Vaucluse. »

Pas si sûr cependant, car la Région Sud, propriétaire de l'aéroport de la cité des papes qui en délègue la gestion, a retiré quelques jours avant son terme l'accès à la consultation de cette DSP sur Sud Marchés publics, sa plateforme d'appels d'offre. Une irrégularité (volontaire ?) qui offre cependant la possibilité

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

d'entraîner la nullité de la procédure en cas de recours.

Portrait : Qui est Anne Benedetti ?
« Les gens me connaissent, ils savent que je suis très attachée au Vaucluse », rappelle Anne Benedetti, dirigeante de la société avignonnaise familiale de BTP Benedetti SA spécialisée dans les façades. En effet, faute de liste concurrente, celle qui devrait être sans coup férir la future présidente de la CCI de Vaucluse est très impliquée dans la vie locale. Anne Benedetti est, entre autres, administratrice de la Fédération du bâtiment de Vaucluse depuis 2010, marraine de la fondation 'Un avenir ensemble' de la grande chancellerie de la légion d'honneur en Vaucluse, administratrice de la zone d'activité de Fontcouverte à Avignon depuis 2014, administratrice et trésorière du Geiq BTP 84 depuis 2013, membre du CESER Paca depuis 2023… En décembre dernier, elle a reçu le prix de dirigeante de l'année pour les actions RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) menées dans le cadre du club des entreprises qui s'engagent en partenariat avec Face Vaucluse et les services de la préfecture de Vaucluse.
Au niveau national, Anne Benedetti est aussi administratrice à la SMABTP-vie depuis 2018 ainsi qu'à l'assurance l'Auxiliaire depuis 2019.

Le défi de la transmission d'entreprise à relever
Durant ce court mandat, la future présidente entend aussi mettre immédiatement l'accent sur la problématique de la transmission des entreprises.
« A l'heure actuelle, 56% des chefs d'entreprises de la région ont plus de 60 ans alors que la moyenne nationale est de seulement 41%, indique Anne Benedetti. Dans les 10 ans cela va devenir un sujet majeur, particulièrement dans le Vaucluse. Il y a des personnes formidables au sein des services de la CCI qui ont le rôle d'appuyer et d'accompagner les entreprises dans ces démarches de transmission. Encore faut-il que les entrepreneurs aient conscience qu'ils arrivent à un âge où ils doivent se préparer à passer la main. »

> « Les problèmes, je les règle les uns après les autres. »
>
> *Anne Benedetti*

Des problèmes internes à régler également
Au-delà de cette actualité, la nouvelle gouvernance devra gérer quelques autres sujets épineux concernant le fonctionnement interne propre à la CCI de Vaucluse. Des accusations de harcèlement et même de racisme, des dénonciations anonymes auprès du Comité social et économique de la CCI Paca, des procédures disciplinaires pour fautes lourdes en suspens…
« La justice fera ce qu'elle a à faire et nous prendrons acte de ce qui sera indiqué », précise sobrement Anne Benedetti.

Peu favorable à un audit externe, Roland Paul prône plutôt un bilan interne de la situation.
« C'est certain qu'il faut savoir où nous en sommes avant de pouvoir définir le cap que nous voulons

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

suivre, explique-t-il. Je m'attends surtout à rencontrer une équipe qui a d'énormes capacités pour aider les entreprises. Des gens qui actuellement ont été montrée du doigt en raison de la mise sous tutelle. Je pense qu'il y a la possibilité de remettre en route un système qui a tout pour fonctionner. Je n'ai pas de doute là-dessus. »
« Je suis une chef d'entreprise avant tout, complète Anne Benedetti. Donc les problèmes, je les règle les uns après les autres. Et puis, je suis très bien entourée. J'ai cette chance-là. »

> « Il n'y a pas que la CCI qui va mal, il y a aussi des entreprises qui vont mal. »
>
> *Nordine Saihi, président de l'U2P 84*

« Il n'y a pas que la CCI qui va mal, il y a aussi des entreprises qui vont mal, rappelle pour sa part Nordine Saihi. On a un territoire pauvre. Aujourd'hui, nous avons une CCI qui a de nombreux outils d'accompagnement et d'aide aux chefs d'entreprise. Nous sommes là pour l'intérêt général. On essaie vraiment de faire au mieux et d'avancer dans ce sens-là.

L'enjeu ? reconnecter les entrepreneurs avec la CCI
« L'histoire a fait que les chefs d'entreprise sont malheureusement assez loin des CCI, regrette Roland Paul. Pourtant, il y a vraiment une capacité de fonctionnement et d'accompagnement. Nous serons donc là avant tout pour prendre en compte les demandes des entreprises et répondre à leurs besoins. »

« Il faut aussi savoir qu'en Vaucluse nous avons un écosystème particulier. Plus de 70% des entreprises du département ne dispose d'aucun salarié. Ce sont des gens qui travaillent très seuls alors l'on sait tous que pour bien fonctionner, il faut travailler ensemble. Il va donc falloir résoudre cette équation qui n'est pas simple. »

> « Nous allons tout faire pour faire avancer le département. »
>
> *Anne Benedetti*

« Dans les cas, poursuit Anne Benedetti, nous serons là pour apaiser la gouvernance et rétablir la confiance. Nous allons recentrer la CCI sur ses missions essentielles : appui aux entreprises, formation, équipements ainsi que de renforcer son influence auprès des collectivités et du réseau consulaire. Nous allons tout faire pour faire avancer le département. »

Laurent Garcia

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

La future présidente compte sur le soutien des maires de Vaucluse

« Dans un contexte exceptionnel marqué par la mise sous tutelle préfectorale de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse, des élections doivent être organisées dans des délais particulièrement contraints », rappelle Anne Benedetti dans un courrier adressé aux 151 maires de Vaucluse.

« Dans ces circonstances, il aurait sans doute été plus simple de ne rien faire, poursuit-elle. D'attendre. D'observer. De laisser passer le temps jusqu'au renouvellement général de 2027. Mais nous avons fait un autre choix, celui de prendre nos responsabilités, celui d'agir, malgré les contraintes, celui de nous engager pleinement pour la CCI et, au-delà, pour les entreprises et les entrepreneurs de Vaucluse. Car nous sommes convaincus que c'est dans les moments difficiles que se révèlent les véritables engagements et les capacités à agir. Ne rien faire, attendre un contexte plus favorable, ce n'est pas la conception que nous avons de la responsabilité économique territoriale. »

Toujours en s'adressant aux élus locaux, elle conclut : « Dans cette période clé pour l'avenir économique de notre département, je souhaite pouvoir compter sur votre soutien. Votre relais, votre écoute et lorsque vous le jugerez opportun, votre appui auprès des acteurs économiques de votre commune seront déterminants pour donner à cette démarche l'élan et la légitimité nécessaires. Nous serons pleinement mobilisés pour travailler en lien étroit avec les élus locaux, partenaires indispensables de la vitalité économique de nos territoires. Nous serons donc à leurs côtés pour les accompagner et pour œuvrer dans la même direction. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

Un ‘pack territorial’ réunit patrons et élus pour débloquer la tranche 2 de la LEO



De gauche à droite : Denis Duchêne, Président de la CPME Vaucluse, Olivier Galzi, Président du Grand Avignon, Roland Paul, Président du MEDEF Vaucluse, Olivier Pihan, représentant de Nordine Saihi, Président de l’U2P du Vaucluse

Réunis au Grand Avignon les 29 avril et 13 mai 2026, élus et présidents d’organisations patronales vauclusiennes : le MEDEF avec Roland Paul, la CPME avec Denis Duchêne, l’U2P avec Olivier Pihan représentant Nordine Saihi ont officialisé leur adhésion au ‘pack territorial’ porté par Olivier Galzi, Président du Grand Avignon. Objectif : clarifier la maîtrise d’ouvrage, sécuriser le financement et accélérer la réalisation en une seule phase de la tranche 2 de la Liaison Est-Ouest (LEO). Un projet crucial pour la mobilité, la santé publique et l’attractivité du territoire.

La LEO, contournement routier sud d’Avignon, est jalonnée d’étapes et d’arbitrages. La DREAL

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

(Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur) a retenu la tranche 2 comme scénario de référence, mais crédits, calendrier et tracé ont été remis en question ces dernières années, au point d'alimenter un risque d'abandon. La récente relance, amorcée par des échanges avec le ministre des Transports, Philippe Tabarot, et des réunions locales, replace le dossier à l'ordre du jour.

LEO : la réunion de la dernière chance ?

Pourquoi le patronat se mobilise

Pour les représentants économiques vauclusiens, la LEO dépasse l'enjeu routier : elle est perçue comme un levier de compétitivité logistique, de fluidité des échanges et de réduction des nuisances subies quotidiennement par quelque 17 000 riverains de la rocade d'Avignon, exposés au trafic poids lourds. Les organisations exigent une réalisation intégrale de la tranche 2, une clarification rapide du maître d'ouvrage et un plan de financement opérationnel.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026



Roland Paul, Olivier Galzi, Denis Duchêne, Olivier Pihan Copyright Grand Avignon/Cyril Cortez

Un ‘pack territorial’ pour dépasser les blocages

Le pack réunit collectivités : Région Sud, départements, agglomérations, communes, et, désormais le patronat pour porter une voix commune auprès de l’État. Cette convergence vise à éviter le morcellement du projet, faciliter les arbitrages nationaux et transformer le soutien politique en engagements financiers concrets.

Les priorités et les suites concrètes

Les partenaires appellent à conduire la tranche 2 sans phasages pour garantir cohérence et efficacité ; Identifier rapidement un maître d’ouvrage capable de piloter et pré-financer le projet, enfin, structurer un plan de financement et définir les mesures compensatoires environnementales. À l’issue de la réunion du 13 mai, MEDEF, CPME et U2P ont confirmé l’envoi d’un courrier commun au ministre des Transports, avec copie au Premier ministre et au Président, pour solliciter l’ouverture d’une phase opérationnelle. Le calendrier dépend désormais des réponses de l’État et de la capacité du pack à transformer l’adhésion en

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 15 novembre 2026

engagements financiers.

Mobilité : Un nouvel espoir pour la LEO ?

Enjeux techniques et financiers
Pour mémoire, l'État a proposé une version 'allégée' de la tranche 2 -avec une 2×1 voies et moins d'ouvrages surélevés- pour rester dans un cadre budgétaire réaliste. Une ébauche qui nécessiterait encore au moins un an d'études pour en vérifier la viabilité. Le préfet souligne que les crédits précédemment dédiés ont commencé à être redéployés vers d'autres projets, d'où l'urgence d'un accord financier global.

Pourquoi suivre ce dossier
La LEO cristallise les tensions entre impératifs de mobilité, contraintes environnementales et réalités budgétaires. La réussite du pack territorial pourrait constituer un modèle de gouvernance locale pour d'autres projets structurants, à défaut, elle illustrera les limites du consensus face aux arbitrages nationaux.
Mireille Hurlin

LEO : quand la Ville et l'Agglo d'Avignon s'opposent à leur propre bassin de vie